

Art. 4. — Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires doivent adresser leur candidature au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins quatre mois avant la date prévue pour les affectations. Cette demande mentionnera l'option choisie et éventuellement la langue étrangère choisie en épreuve facultative.

Ceux qui ne sont pas déjà fonctionnaires titulaires y joindront les pièces suivantes :

- 1° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire ;
- 2° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date, établissant l'aptitude physique à la pratique de l'éducation physique et des sports ;
- 3° Les pièces et attestations établissant que le candidat se trouve dans l'un des cas visés au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus ;
- 4° Toutes observations et appréciations sur leur manière de servir dans leur emploi antérieur éventuel.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats à chacune des parties de l'examen comprend :

Pour la première partie :

- Un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président.
- Deux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ou inspecteurs de la jeunesse et des sports.
- Deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive affectés au secteur non scolaire.
- Un médecin.
- Un administrateur civil.
- Un professeur de français.
- Un professeur d'histoire naturelle.
- Un professeur de géographie.

Pour la deuxième partie :

- Un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président.
- Trois inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ou inspecteurs de la jeunesse et des sports.
- Quatre professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive affectés au secteur non scolaire.
- Un médecin.
- Un sociologue.
- Deux experts appartenant aux milieux intéressés.

Art. 6. — L'examen prévu à l'article 1^{er} comporte les épreuves suivantes (notées de 0 à 20) :

Première partie.

A. — Epreuves écrites.

- a) Epreuve de culture et de formation générale (coefficient 1) ;
- b) Epreuve de géographie humaine et organisation administrative de la France (coefficient 1) ;
- c) Epreuve de sciences naturelles (coefficient 2).

Pour être admissible aux épreuves suivantes le candidat doit totaliser au moins 30 points aux épreuves écrites.

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 4 est éliminatoire si elle est maintenue par le jury plénier.

B. — Epreuves pratiques et pédagogiques.

Epreuve de pédagogie pratique (coefficient 3) (seulement pour les candidats aux sessions organisées en application de l'article 7).

Les candidats se trouvant dans l'un des cas visés au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus sont dispensés de cette épreuve.

Pour être admissible aux épreuves suivantes, le candidat doit obtenir à celle-ci au moins la note 36.

C. — Epreuves orales.

- a) Organisation de l'entraînement physique dans les milieux du travail (coefficient 1) ;
- b) Rapports des structures sociales, de l'évolution sociale et de l'entraînement physique (programme réduit) (coefficient 2) ;
- c) Entretien avec le jury (coefficient 1).

Pour obtenir la première partie du certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires, le candidat doit totaliser au moins 96 points pour les sessions normales et 132 points pour les sessions spéciales.

Deuxième partie.

A. — Epreuve écrite.

Epreuve de physiologie du travail et des loisirs (coefficient 2).

Pour être admis aux épreuves suivantes, le candidat doit obtenir au moins la moyenne.

B. — Epreuves pratiques et pédagogiques.

I. — Deux entretiens avec le jury :

- a) L'un portant sur le travail effectué au cours du stage (coefficient 1) ;
- b) L'autre permettant au jury d'être éclairé sur différents points qui auraient retenu son attention au cours des épreuves pédagogiques (coefficient 1).

II. — Trois épreuves de pédagogie pratique :

- c) L'une portant sur l'organisation et la présentation d'une séance d'entraînement (coefficient 2) ;
- d) L'autre sur l'organisation et la présentation d'une séance de perfectionnement de cadre (coefficient 2) ;
- e) La dernière d'animation et de contrôle (coefficient 2).

Pour être admissible aux épreuves suivantes, le candidat doit totaliser au moins 96 points sur 160.

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 7 est éliminatoire si elle est maintenue par le jury plénier.

C. — Epreuves orales.

- a) Sociologie (coefficient 1) ;
- b) Hygiène, psychologie et leur application concrète à l'entraînement (coefficient 1) ;
- c) Rapports des structures sociales, de l'évolution sociale et de l'entraînement physique (programme complet) (coefficient 2) ;

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 5 est éliminatoire.

d) Epreuve à option : jeunesse au travail ou enseignement sportif ou plein air (coefficient 2).

D. — Epreuve facultative de langue étrangère.

Bonification maximum de 10 points.

Pour obtenir la deuxième partie du certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires, le candidat doit totaliser au moins 192 points.

Art. 7. — A titre transitoire et pendant une durée de quatre ans à compter de la date de publication du présent arrêté, des sessions spéciales comportant dispense des dispositions prévues au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus seront organisées en faveur :

- 1° Des professeurs, chargés d'enseignement, maîtres ou maîtresses titulaires, affectés depuis au moins deux ans, à la date de publication du présent arrêté, à l'entraînement physique des jeunes non scolaires ;
- 2° Des instituteurs affectés à la même tâche depuis au moins cinq ans ;
- 3° D'autres agents exerçant de telles fonctions à titre de délégués ou contractuels depuis au moins huit ans à la date de publication du présent arrêté.

Les modalités d'organisation de ces sessions seront précisées par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Art. 8. — Le programme détaillé de chaque épreuve figure en annexe au présent arrêté.

Art. 9. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1960.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un diplôme d'Etat de conseiller sportif, délivré à la suite d'un examen comportant deux parties.

Art. 2. — Les candidats au diplôme de conseiller sportif doivent être citoyens français, âgés de vingt-cinq ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen et n'avoir jamais été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave pour crime ou attentat aux mœurs prévues aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour vol, coups et blessures.

Art. 3. — Sont seuls autorisés à faire acte de candidature au diplôme de conseiller sportif :

1° Les professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive titulaires ayant accompli au moins deux ans d'enseignement (secteur scolaire ou non scolaire) ;

2° Les agents contractuels ou délégués ayant accompli en cette qualité et dans les services du haut commissariat à la jeunesse et aux sports six ans d'enseignement (secteur scolaire ou non scolaire) ou trois ans dans les fonctions de conseiller technique ou d'éducateur sportif à un niveau national ou régional ;

3° Les titulaires du brevet d'Etat d'éducation physique et sportive ayant exercé des fonctions d'éducateur sportif pendant six années au moins ;

4° Les personnes pouvant justifier d'un titre de champion de France (sport individuel) ou d'international (trois sélections dans un sport individuel, cinq sélections dans un sport collectif), ayant exercé régulièrement, pendant deux saisons au moins, des fonctions d'entraîneur ou d'officiel (juge, arbitre, etc.) dans le sport considéré et possédant :

Soit la première partie du baccalauréat ;

Soit la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive ;

Soit le certificat d'études primaires et le brevet d'Etat d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.

Les titres de champion de France et d'international visés ci-dessus sont, à l'exclusion de tous autres, ceux attribués par les fédérations sportives dirigeantes ayant reçu la délégation de pouvoirs prévue par l'ordonnance du 28 août 1945.

Art. 4. — Les candidats au diplôme de conseiller sportif (première partie) doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription mentionnant la spécialité sportive choisie.

Ceux qui ne sont pas fonctionnaires titulaires y joignent les pièces suivantes :

1° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire ;

2° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date établissant l'aptitude physique à l'enseignement sportif ;

3° Les pièces et attestations établissant que le candidat se trouve dans l'un des cas visés à l'article 3 ci-dessus.

Le certificat attestant que le candidat a rempli les fonctions d'entraîneur ou d'officiel devra avoir été décerné soit par les services du haut commissariat à la jeunesse et aux sports, soit par l'une des fédérations sportives ayant reçu délégation de pouvoirs.

Les candidats au diplôme de conseiller sportif (deuxième partie) doivent adresser, en respectant les mêmes délais, une demande identique au chef du service départemental de leur résidence en y mentionnant éventuellement la langue étrangère choisie en épreuve facultative ; ceux qui ne sont pas fonctionnaires titulaires y joindront le certificat médical visé ci-dessus.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats à chacune des parties du diplôme de conseiller sportif comprend :

Un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président.

Deux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ou inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Trois professeurs ou maîtres d'éducation physique ou sportive chargés des fonctions de conseiller technique national ou régional dans le sport considéré.

Un représentant de la fédération de ce sport.

Le moniteur national de la spécialité sportive choisie.

Un administrateur civil du haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Un ou deux professeurs de langues vivantes.

Art. 6. — Les sujets des épreuves écrites de l'examen sont choisis sur propositions du président du jury par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, après consultation de la fédération sportive intéressée pour ce qui concerne la deuxième épreuve écrite de chacune des deux parties de ce diplôme.

Art. 7. — L'examen prévu à l'article 1^{er} comporte les épreuves suivantes (notées de 0 à 20) :

1° Première partie.

A. — Epreuves écrites.

- a) Epreuve de culture et de formation générale (coefficient 1) ;
- b) Epreuve de connaissance sportive (coefficient 2).

Pour être admissible aux épreuves suivantes, le candidat doit totaliser au moins 30 points dans les épreuves écrites.

B. — Epreuve de pédagogie pratique et de démonstration.

Organisation et présentation d'une séance d'entraînement (coefficient 3).

C. — Epreuves orales.

- a) Technique sportive (coefficient 1) ;
 - b) Devoirs et droit du sportif (coefficient 1) ;
 - c) Histoire du sport considéré (coefficient 1) ;
 - d) Le haut commissariat à la jeunesse et aux sports et son organisation, les fédérations sportives et leur organisation (coefficient 1).
- Pour obtenir la première partie du diplôme de conseiller sportif, le candidat doit totaliser au moins 100 points pour l'ensemble des sept épreuves.

2° Deuxième partie.

A. — Epreuves écrites.

- a) Epreuve de connaissances administratives (coefficient 2) ;
- b) Epreuve de connaissances sportives (coefficient 2).

B. — Epreuve de pédagogie pratique et de démonstration.

- a) Organisation et présentation d'une séance de perfectionnement de cadres (coefficient 2) ;
- b) Appréciation et critique d'une séance d'entraînement (coefficient 3).

Le candidat ne totalisant pas 50 points pour ces deux dernières épreuves sera éliminé.

C. — Epreuves orales.

- a) Technique sportive (coefficient 1) ;
- b) Organisation nationale des activités physiques et sportives (coefficient 1/2) ;
- c) Organisation des activités sportives sur le plan international (coefficient 1/2) ;
- d) Entretien sur un cas concret (coefficient 2).

D. — Epreuve facultative de langue étrangère.

Bonification maximum de 10 points.

Pour obtenir la deuxième partie du diplôme de conseiller sportif, le candidat doit totaliser au moins 130 points pour l'ensemble des épreuves des catégories A, B, C, et éventuellement D.

Art. 8. — A titre transitoire et dans le délai maximum d'une année à compter de la date de publication du présent arrêté, l'examen prévu à l'article 1^{er} fera l'objet d'une session ouverte aux seuls candidats des catégories mentionnées ci-après pour lesquels les conditions d'ancienneté prévues à l'article 3 sont réduites à deux ans :

- a) Moniteurs nationaux de sport actuellement en fonctions ;
- b) Professeurs (titulaires ou délégués) chargés d'enseignement, maîtres d'E. P. S. (titulaires ou délégués) ou agents contractuels affectés dans les écoles de formation de cadres ou exerçant (ou ayant exercé) les fonctions de conseiller technique national ou régional.

Les modalités d'organisation de cette session seront précisées par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Art. 9. — Le programme détaillé de chaque épreuve figure en annexe au présent arrêté.

Art. 10. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1960.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Modalités du concours d'admission en première année de l'école normale supérieure de l'enseignement technique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 7 octobre 1948 fixant les conditions d'admission à l'école normale supérieure de l'enseignement technique ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1955 fixant les modalités du concours pour l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique ;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue ;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le règlement du concours d'admission en section A'2, ouverte à l'école normale supérieure de l'enseignement technique en vue de la préparation du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique, sciences appliquées à l'économie domestique, est fixé conformément aux dispositions des articles ci-après.